



AUTORISATION DE SURVOL DANS LE CŒUR DU PARC NATIONAL DES PYRENEES - autorisation numéro 2012 - 308 -

Pétitionnaire : Société SINTEGRA - géomètres experts
Adresse : SINTEGRA - 11, chemin des près - boîte postale 3 - 38241 MEYLAN CEDEX
Nature de la demande : survol,
Localisation : cœur du Parc National des Pyrénées en vallée de Causerets
Dossier suivi au Parc National des Pyrénées par M. Yves HAURE - Secrétaire général du Parc National des Pyrénées

Le Directeur de l'établissement public du Parc National des Pyrénées,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 331 19-2,

Vu l'arrêté du 20 mars 2012 portant application de l'article R 331-19-2 du code de l'environnement (*NOR : DEVL120758A*).

Vu le décret numéro 2009-406 du 15 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du parc national des Pyrénées occidentales aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi no 2006-436 du 14 avril 2006 (*NOR : DEVN0826308D*),

Vu la résolution du conseil d'administration du Parc National des Pyrénées, réuni le 1er décembre 2009, référence CA n°25-2009, portant dispositions de réglementation temporaire du cœur du Parc National des Pyrénées,

considérant que les activités décrites, dans la demande du pétitionnaire mentionné en supra, sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

- article premier :

Dans le cadre des autorisations mentionnées aux articles en supra, Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées autorise la société SINTEGRA Géomètres - experts - à organiser un hélicoptage dans les conditions suivantes :

- objet : survol pour relevés topographiques et prises de vue hélicoptées - commandes restauration des terres de montagne - RTM - office national des forêts - ONF,

La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.

../..

- survol à une hauteur d'environ 350 mètres sur les territoires de la commune de Cauterets (*Hautes-Pyrénées*),
- temps de vol d'environ 45 minutes pour la commune de Cauterets,
- société prestataire du survol : SAF hélicoptère,
- hélicoptère écureuil AS350B3 immatriculé F-GSDG - engin de couleur noire, rouge et blanche,
- pilote : Monsieur Jérôme DELHOME,

Les trajets seront effectués à haute altitude et dès le début de chaque rotation nonobstant les temps de quadrillage.

Les trajets seront calculés en fonction des zones de sensibilité de la faune sauvage qui seront communiquées par Monsieur le Chef du secteur du Parc National des Pyrénées en vallée de Cauterets.

- article deux :

La présente autorisation est délivrée pour le mercredi 7 novembre 2012 et la destination mentionnée en supra.

En cas d'impossibilité de réaliser le survol à la date mentionnée en supra, le pétitionnaire s'engage à prévenir le Parc National des Pyrénées de la date de report. La date de survol peut être reportée jusqu'au vendredi 7 décembre 2012 inclus au plus tard.

- article trois :

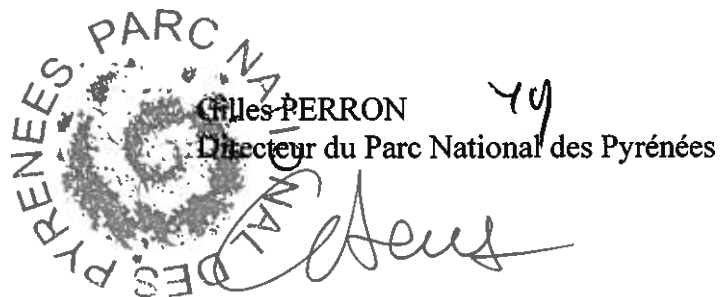
Les personnels assermentés et commissionnés du Parc National des Pyrénées sont chargés de la vérification de l'application des prescriptions mentionnées en supra. La présente est délivrée sous réserve des autorisations utiles au titre de tout autre réglementation. Elle doit être présentée à toute demande d'un agent du Parc National des Pyrénées.

- article quatre :

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs du Parc National des Pyrénées disponible sur www.parc-pyrenees.com

Fait à Tarbes, le lundi 5 novembre 2012.

Gilles PERRON 49
Directeur du Parc National des Pyrénées



Parc National des Pyrénées - villa Fould - 2, rue du IV septembre - boîte postale 736 - 65017 TARBES CEDEX

La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.